

Louis Pinto

Centre de Sociologie européenne, EHESS, CNRS

UNE SOCIOLOGIE MILITANTE

L'engagement politique de Pierre Bourdieu

"je pense que les gens consacrés sont les seuls, en un sens, à pouvoir briser le cercle. Mais malheureusement, on les consacre parce qu'ils sont tranquilles et silencieux, et pour qu'ils le restent, et il y en a très peu qui utilisent le capital symbolique que leur donne la consécration pour parler, pour parler tout simplement, et aussi pour faire entendre la voix de ceux qui n'ont pas la parole"

P. Bourdieu, Dialogue avec Günther Grass, décembre 1999.

Sociologue de renom ayant mis son capital scientifique au service de principes éthiques et politiques, Pierre Bourdieu s'est exposé à toutes sortes de critiques qui, selon les cas, visent l'intellectuel qui veut donner des leçons, le savant qui n'est pas aussi rigoureux qu'il veut bien le faire croire, l'esprit partisan qui s'engage sur des voies extrêmes, et même la personne qui se voit stigmatisée par un appétit démesuré de pouvoir¹. Bref, transgression des limites imparties au savant, contradictions inhérentes à une pareille démarche : telles sont les lacunes ou les fautes de l'intellectuel visé. Passons sur les modalités, souvent malveillantes, de ces critiques, sur la "sociologie" d'inspiration policière ou psycho-pathologique mise en oeuvre pour livrer des "explications", et sur la mauvaise foi consistant à se dispenser d'explicitier les critères de ce que serait, dans ce domaine, une attitude intellectuelle "juste". Les questions de fond soulevées par l'engagement de Bourdieu concernent celle de la nature des prises de position à différents moments de la trajectoire scientifique et sociale et celle de leur cohérence: en quoi consistent les déclarations, les initiatives, les pétitions, les réflexions sur l'actualité et en quoi sont-elles compatibles d'une part, entre

elles, et d'autre part, avec les présupposés du travail scientifique² ?

Pour aborder ces questions, il pourrait sembler naturel de chercher à dégager les principes fondamentaux à partir desquels ces prises de position sont présumées être déductibles. Mais, aussi justifiée soit-elle, cette façon de procéder présente quelques inconvénients majeurs à propos desquels, précisément, Bourdieu nous met en garde : elle présume une théorie intellectualiste de la pratique faisant de celle-ci l'application quasi exclusive d'idées, de règles créées ou choisies par le théoricien ; elle enveloppe, en outre, une part d'essentialisme interdisant de poser la question de savoir ce que les prises de position doivent à un contexte déterminé et à la compréhension qui lui est associée ; elle tient, enfin, plus ou moins pour acquise la délimitation d'une sphère politique. Pour échapper à ces inconvénients, il faudrait donc, en bonne logique, pouvoir construire méthodiquement la trajectoire du sociologue tout en la mettant en relation avec les transformations ayant affecté différents champs, notamment le champ intellectuel et le champ politique, etc. Autant dire qu'il faudrait une étude minutieuse reposant sur un ensemble assez considérable de matériaux³.

A défaut de se risquer dans une telle entreprise, on se propose ici d'élucider un autre point essentiel qui, sans se substituer à la question précédente, aurait, du moins, le mérite de conduire à expliciter les relations entre le travail intellectuel et l'action politique. Il s'agit de se demander quel type de conception de l'intellectuel et de la connaissance implique cette façon de faire de la po-

¹ Pour donner une idée de la démesure de certains journalistes, on peut rappeler qu'en 1998 un hebdomadaire a été jusqu'à faire un titre de "une" sur "L'intellectuel le plus puissant de France", ce qui, sous l'expression d'une ignorance agressive, enferme l'hommage involontaire au pouvoir des idées.

² Je me permets de renvoyer à mon livre *Pierre Bourdieu et la théorie du monde social*, Paris, Albin Michel, 1999, en particulier p. 175 sq.

³ Je ne peux que renvoyer à l'article de Gérard Mauger, "L'engagement sociologique", *Critique*, 579-580, août-septembre 1995, et signaler les travaux de Nicolas Caron.

litique qui est propre à Pierre Bourdieu (et, éventuellement, à d'autres). Point n'est besoin de penser la relation entre les espaces de la science et de la politique selon un mode déductif rabattant l'un sur l'autre (selon les cas : politiser la science, scientifier la politique) : il suffit de parvenir à dégager un "air de famille" entre ces deux espaces qui s'entre-expriment mutuellement, sans être jamais réductibles l'un à l'autre, puisqu'ils sont dotés d'une temporalité et d'une logique assez largement distinctes. C'est, en effet, sur la base d'un système de dispositions que se réalise cette parenté. Sans doute, dira-t-on, ce constat empiriquement testable est valable pour tout intellectuel. Il faudrait ajouter que le mérite de l'action publique de Bourdieu consiste à l'assumer en tirant les conséquences pratiques de son oeuvre scientifique, c'est-à-dire en la prolongeant dans un engagement qui offre un programme d'action relativement cohérent sans avoir à renoncer aux exigences de la réflexivité sociologique.

ENGAGEMENT ET TRADITIONS INTELLECTUELLES

Pour comprendre cet engagement, il ne suffit de considérer ni les objectifs ni les stratégies qui en découlent, il faut d'abord évoquer l'idée même de militantisme qui s'en dégage, ce militantisme qu'on pourrait appeler "spécifique" pour paraphraser l'expression d'"intellectuel spécifique", affectionnée par Michel Foucault. En effet, l'intellectuel qui milite n'entend pas se métamorphoser en autre chose que lui-même, et il devra renoncer à nombre de belles tentations, à commencer par celles du populisme, afin d'offrir ce qu'il peut apporter, en principe mieux que d'autres, grâce à son travail : un savoir au service des visées libératrices. Corrélativement, l'intellectuel doit reconnaître les savoirs et les savoir-faire des autres "militants", qui doivent être présumés capables de bien faire ce qu'ils font, sans qu'un tel postulat pratique n'implique aucunement de renoncer aux prérogatives de l'analyse critique. Science et militantisme se voient associés dans un dialogue qui n'impose ni la complaisance ni l'accord unanime. Les do-

maines de l'action sont inévitablement multiples, et dotés de caractéristiques spécifiques, de degrés variables d'urgence, de généralité, de publicité, etc. Alors que l'approximation désinvoltée des proclamations générales peut avoir de l'intérêt pour ceux qui se contentent d'une agitation idéologique sans lendemain, loin des contrées nobles de la théorie, elle pourrait bien s'avérer désastreuse pour un sociologue, c'est-à-dire pour celui dont le crédit intellectuel est censé découler de la soumission aux exigences de l'argumentation scientifique et dont la responsabilité est double, étant posée à la fois envers la science qu'il pratique, et par rapport aux conséquences sociales et politiques de ses analyses.

Ce modèle du militantisme spécifique est aussi celui de l'intellectuel collectif : il comporte une critique des modèles intellectuels contemporains dont une déficience majeure est qu'ils ne sont jamais parvenus à régler de façon convaincante les relations entre le registre de la pensée et celui de l'action. Ayant à innover, en rupture avec l'activisme aveugle, auquel sont voués ceux qui s'obstinent à penser avec des moyens du bord fort peu propices à la compréhension rationnelle du réel, la découverte d'une autre voie s'avère malaisée et s'expose initialement à passer inaperçue. En effet, une constante des intellectuels, dans l'ordre intellectuel comme dans l'ordre politique, a longtemps été une forme de chantage reposant sur une dramatisation des alternatives érigée en véritable barrière d'entrée dans le champ intellectuel. Ou bien/ou bien : ou bien l'on est "révolutionnaire" ou bien l'on est "réformiste" (ou "révisionniste") ; ou bien l'on est "démocrate" ou bien l'on est "totalitaire" ; ou bien l'on est "européen" ou bien l'on est "nationaliste" ; ou bien on est "radical" ou bien on est "réaliste", etc. Quant aux journalistes préposés aux "intellectuels", ils tendent à reproduire les catégories du champ politique, comme le font ceux d'entre eux qui n'hésitent pas à classer Bourdieu dans l'extrême-gauche, sans se rendre compte que, sur bien des points, c'est le déplacement du centre de gravité des débats publics vers la droite qui tend à rejeter à l'extrême des idées qui auraient paru, quelques années plus tôt, relever

tout simplement du patrimoine commun de la gauche... Ainsi le débat intellectuel, dont l'essence est, paraît-il, d'être libre, ouverte et complexe, tend à se réduire à une série d'options simplistes, sur lesquelles on voit souvent mal comment on pourrait hésiter un instant, à moins d'une coupable obstination "idéologique". Or l'indépendance d'esprit consiste plutôt à garder son sang froid, à ne pas céder au chantage, à faire sienne la maxime de Karl Kraus : "entre deux maux, je refuse de choisir le moindre"...

Une autre caractéristique de la radicalité des intellectuels est la dissociation des prises de position explicitement politiques et du travail proprement intellectuel de connaissance. Curieusement, comme l'a souligné Jacques Bouveresse au sujet des philosophes postmodernes, on a l'impression que les formes les plus exacerbées et impatientes de progressisme peuvent faire bon ménage avec les présupposés d'un aristocratisme philosophique sans complexe⁴. Un même penseur parvient, dans un même élan, à professer un relativisme perspectiviste à résonances nietzschéennes et à louer la "révolte", pour ne pas parler de ceux qui allaient jusqu'à célébrer les "justes" luttes d'ouvriers ou d'étudiants.

Le temps a passé, les intellectuels radicaux, déçus des masses, ont changé de cap, mais pas nécessairement de ton, car sur un point, au moins, ils ont peu varié, à savoir dans leur propension à étiqueter et à stigmatiser, généralement fondée sur les seules évidences de la doxa intellectuelle du moment. La malédiction du "réformisme petit bourgeois" a fait place à celle du "marxisme". Malheur au retardataire, au distrait ou au naïf qui se font prendre, alors qu'il est si facile, à n'importe qui, de connaître les règles du moment. Quand tout bouge autour de soi, il suffit d'avoir de la constance dans les principes majeurs de ses prises de position pour souffrir d'un décalage structural faisant que l'on

est condamné à n'être pas là où il faut être au bon moment.

Ainsi se fabriquent des légendes. Pierre Bourdieu se serait "radicalisé", découvrant sur le tard un engagement qu'il aurait négligé dans sa première période savante. Ceux qui raisonnent ainsi, obnubilés par les seuls choix envisagés à leur valeur faciale et déclarative, les plus faciles à identifier (je suis pour la "juste lutte" du "peuple" X, je suis contre le Goulag), se révèlent insensibles à l'ordre des principes d'analyse qui devrait, en principe, être essentiel pour des intellectuels. Il faudrait s'interroger sur la succession d'aveuglements dont l'œuvre de Bourdieu aura souffert, en particulier de la part de lecteurs français. Le progressisme des premiers travaux, pourtant assez patent, a commencé par être, sinon franchement inaperçu, du moins sous-estimé par les intellectuels les plus "radicaux". Le moins qu'on puisse dire est que Bourdieu n'a pas commencé à faire de la politique en 1995... Il est aisé de montrer que toute son œuvre a comporté, depuis le début, des implications politiques. Mais autant la portée critique d'un livre comme *Les Héritiers* (1964) a été perçue, autant elle a été minimisée, et comme scindée, dissociée de ses implications théoriques par le discours progressiste dominant d'alors attaché à des enjeux beaucoup plus grandioses. En 1965, quand paraissait *Pour Marx* de Louis Althusser, on avait bien trop à faire avec la lecture du *Capital*, comme plus tard, avec l'étude des "appareils idéologiques d'Etat", pour consacrer du temps à l'analyse empirique d'inégalités devant l'Ecole, et, encore moins, pour déceler à travers celle-ci une approche théorique mettant en avant, entre autres choses, une notion aussi sommairement humaniste que le "rapport à la culture", décisif pour comprendre nombre de lectures savantes de philosophe, mais bien timide auprès des structures sans sujet et autres pensées fondamentales.

Le slogan provocateur "enfin la crise du marxisme" lancé, il est vrai bien tard par Althusser, aurait pu être, en un sens, celui de Bourdieu s'il n'avait une répugnance spontanée pour les controverses stériles et indéfinies sur des -ismes. Car ce qui est en cause

⁴ J. Bouveresse, *Rationalité et cynisme*, Minit, Paris, 1984, p. 20. Sur un cas exemplaire, l'aristocratisme de G. Deleuze, voir L. Pinto, *Les Neveux de Zarathoustra*, Paris, Seuil, 1995.

dans une telle crise n'est pas quelque chose qui aurait à voir avec ces contenus bien répertoriés que sont le "matérialisme historique", les "instances", la "dialectique", toutes ces questions floues dites "théoriques" sur lesquelles s'était réalisée l'intégration au meilleur prix d'une partie des intellectuels "progressistes". C'est bien moins, ou bien plus : c'est la crise d'un habitus intellectuel combinant la prétention extrême à la radicalité politique avec un laxisme conceptuel considérable. De ce point de vue, le comble semble avoir été atteint par une ultra-gauche oscillant entre des extrêmes, anti-intellectualisme "prolétarien" et ésotérisme d'avant-garde, Mao et Bataille (ou Sade, pour ne pas parler de Mallarmé). Une même humeur hystérique a pu se porter sur des slogans, des contenus, des auteurs différents que la conjoncture portait sur le devant de la scène. En parlant de la "Révolution", de préférence à des tâches intermédiaires plus obscures, ces "intellectuels" n'avaient pas besoin d'explorer une réalité sans doute trop grossière et misérable puisqu'ils trouvaient par avance toutes les réponses nécessaires dans la seule répétition péremptoire de quelques convictions préalables, peu sensibles à la réfutation. L'onirisme révolutionnaire est, en pareil cas, l'une des conséquences de la surestimation professionnelle du pouvoir des mots et des idées : qu'attendre d'autre d'un nietzschéen converti, à peine en quelques mois, à l'ultra-populisme ? Sur toute cette radicalité de papier qui a pu, chez certains, s'accompagner d'enthousiasmes sincères et de souffrances réelles, et demeurer plus ou moins ludique chez d'autres, Marx, liquidant sa "conscience philosophique de jadis", avait déjà dit des choses décisives et toujours actuelles.

Au lieu de poser la question mal posée de savoir à quel moment Bourdieu a changé d'attitude envers la politique, il vaudrait mieux se demander si ce ne sont pas les transformations du champ intellectuel qui ont rendu possible une position à occuper, jusqu'alors improbable ou intenable, position inédite définie par la possibilité d'un dialogue ouvert entre la science et l'actualité. Cette voie d'une connaissance active, critique, à la fois exigeante et modeste, a été si-

non entrevue, du moins exprimée publiquement en 1986 dans un numéro *d'Actes de la recherche en sciences sociales* portant pour titre précisément "Science et actualité". A propos des articles réunis dans ce numéro, Bourdieu y discernait une intention commune qui pourrait valoir comme profession de foi du militantisme scientifique : "Il n'est pas interdit (...) d'espérer que ces contributions limitées, révisables et souvent négatives à la compréhension du présent, puissent servir d'antidote au scepticisme, voir à l'irrationalisme qu'a favorisés la faillite des grandes prophéties"⁵. En effet, en 1986, sans doute plus qu'avant, on pouvait être disposé à accepter l'idée d'un échec des modèles intellectuels à l'ancienne. Les intellectuels prophétiques semblaient ne plus guère pouvoir procurer les moyens permettant de faire face à une conjoncture devenue moins euphorique et de résister aux agents situés aux frontières du champ intellectuel et du champ médiatique (les "nouveaux philosophes"), du champ intellectuel et du champ administratif. En France, la première expérience de socialisme de gouvernement sous la V^e République (1981-1986) s'achevait dans les déceptions du réalisme gestionnaire ; dans l'Europe de l'Est, le modèle soviétique entraînait dans sa crise finale, dont témoignait l'essor du mouvement polonais Solidarnosc (auquel étaient consacrés deux articles du numéro). Pour échapper à l'alternative du pessimisme et du cynisme, il fallait inventer une ligne intellectuelle combinant le souci des réalités et le sens des valeurs essentielles.

L'importance croissante de Bourdieu dans le débat public tient à la rencontre de cette ligne cohérente et improvisée avec un nombre croissant d'enseignants, de chercheurs, d'étudiants, mais aussi de militants, de journalistes, lecteurs ou non de l'oeuvre, qui se sont reconnus dans ce langage, ayant été contraints, par la force des choses, à répudier la rhétorique, à tenter de donner aux valeurs en lesquelles ils continuaient à croire, les points d'ancrage indispensables à une action progressiste.

⁵ P. Bourdieu, " La science et l'actualité", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, p. 3.

L'ENGAGEMENT COMME SUBVERSION SYMBOLIQUE

L'intellectuel ainsi que Bourdieu le conçoit refuse le "pharisaïsme" autant dans ses variantes radicales d'autrefois (le marxisme, le "désir"...) que dans ses variantes conservatrices actuelles (la démocratie, l'éthique...). On peut le dire "révolutionnaire" si l'on met en avant une vision critique globale de l'ordre social dévoilant les relations de domination entre groupes sociaux. Mais on peut, tout aussi bien, le dire "réformiste" tant il attache d'importance, comme le montrent les analyses et les propositions de l'ARESER⁶, à la spécificité des univers sociaux considérés, dont la science sociale s'efforce de rendre compte. C'est qu'en effet, la théorie sociologique telle qu'il la conçoit doit tenir ensemble deux aspects complémentaires de la réalité sociale. Le premier concerne la reproduction des structures ou, si l'on préfère, celle des modes de distribution des différentes espèces de capital entre des positions sociales qui se situent dans un espace social hiérarchisé, terrain et enjeu d'une compétition entre groupes. Loin que les relations de domination entre groupes soient mécaniques ou immuables, mythologie commode dont se satisfaisaient, après tout, les intellectuels radicaux de jadis, elle admet des degrés et des modalités, des formes spécifiques qui demandent à être décrites et expliquées. D'où, en particulier, l'intérêt de la méthode comparative qui permet d'appréhender la diversité des cas de façon méthodique. Le second aspect concerne la logique régionale des espaces et, même, des sous-espaces qui participent à la reproduction des structures sociales. Un des principaux critères d'analyse est le degré d'autonomie dont jouissent ces espaces par rapport aux forces externes, notamment politiques et économiques. Si les enjeux et les moyens de lutte sont, à chaque fois, propres à chacun de ces espaces, les luttes entre les agents ont des incidences beaucoup plus larges que celles qui les af-

fectent directement : il suffit de penser au cas de l'Ecole, lieu de compétition entre groupes de professionnels en vue de définir des modes d'évaluation et de certification internes qui, en fait, ne sont jamais totalement réductibles aux exigences immanentes de fonctionnement de l'institution scolaire puisqu'ils concernent inévitablement les valeurs et les intérêts externes des différents groupes sociaux. La distribution des biens et des opportunités ne se réalise pas de façon automatique, mais en grande partie par la médiation d'univers où se joue la valeur des instruments de reproduction sociale appropriés par les agents. L'Etat et l'Ecole constituent des illustrations centrales de cette logique : il s'agit d'institutions qui fournissent une contribution à la reproduction des structures sociales tout en étant des lieux de clivages et d'affrontements⁷.

On peut comprendre que la sociologie de Bourdieu qui persiste à parler d'une opposition entre dominants et dominés puisse irriter nombre de "théoriciens" qui croient avoir découvert un monde social enfin affranchi des pesanteurs de jadis, et livré à des enjeux autrement intelligents. On ne sera pas très étonné de constater, à l'examen, que la plupart des débats politico-intellectuels de 1^{ère} ère post-marxiste des années 80 et 90 tournent autour de l'opposition entre une vision matérialiste de l'histoire présumée attachée à l'économie, à la production, et le spiritualisme nouvelle manière qui entend montrer la nécessité de recourir à des concepts inédits pour penser une histoire inédite. Or l'engouement pour le nouveau flatte plus le sens de l'originalité intellectuelle qu'il ne convient au style de la recherche. Au moment où le sociologue, patiemment, étudie des univers aussi complexes que ceux de l'Ecole, de la production culturelle, du

6 Voir, ARESER (Association de réflexion sur les enseignements supérieurs et la recherche), *Quelques diagnostics et remèdes urgents pour une Université en péril*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1997.

7 Qu'on ne vienne pas objecter que la société ayant été tellement bouleversée, nos instruments de compréhension seraient devenus caducs : pour ne pas rater sa cible, il vaudrait mieux s'en prendre aux versions dogmatiques du marxisme, car sur la question des classes sociales, par exemple, la sociologie de Bourdieu a apporté des innovations très importantes, qui demandent à être comprises plutôt que rabattues sur les souvenirs d'un lointain matérialisme dialectique.

champ du pouvoir, etc., les impatients sont suffisamment nombreux pour réussir à donner des allures d'évidence à une vision moderne (ou postmoderne) qui entend dépasser à la fois le marxisme condamné par l'histoire et le conservatisme ancien style. Parmi eux, en particulier, il y a plusieurs essayistes dont l'accès au champ intellectuel a eu partie liée avec le pouvoir d'imposer au-delà de leur propre sphère des catégories spontanées de perception du réel, conditionnées, pour l'essentiel, par la disqualification des modèles intellectuels anciens. Ils ont trouvé des relais essentiels d'abord au sein des journalistes occupant dans le champ de la presse une position homologue de prétendant, et prédisposés, par là-même, à interpréter l'actualité en fonction du démenti infligé par elle aux "dogmes" et aux "idéologies", c'est-à-dire en fait aux intellectuels légitimes affublés de ces mauvaises pensées. La doxa intellectuelle résulte, en partie, des affinités sociales et culturelles liant journalistes à prétentions intellectuelles et philosophes journalistes, qui ont, les uns comme les autres, bénéficié du concours d'agents modernisateurs du champ politique, préoccupés de rompre avec les traditions de la gauche et de célébrer l'individualisme et le marché. Paradoxalement, au lieu de favoriser un tel dépassement, la hantise de dépasser les archaïsmes (le "marxisme", le "radical-socialisme" qui sent sa "Troisième République") interdit la disponibilité envers ce qui, peut-être, mériterait réellement d'être qualifié de nouveau. Et, il en résulte que le suivisme par rapport à l'air du temps engendre une forme de radotage ayant peu à envier aux formes bien-pensantes traditionnelles. Pour en finir avec ces "vieilles histoires" de dominants et de dominés dont ils pensent avoir fait le tour et qu'ils réduisent à la question exotique et moralisatrice des "exclus", les éditorialistes attitrés de la presse de qualité n'ont guère eu à offrir qu'une variation toujours recommencée sur les nouveaux lieux communs que sont le "retour du sujet", l'"avènement de l'individu", l'émergence de nouveaux "défis", sans compter la "revanche" de la philosophie ("politique" si possible) sur la sociologie, irrémédiablement affligée par ses errements "scientistes".

L'antinomie scientifique de l'objectivisme et du subjectivisme, objet de nombreux développements dans l'oeuvre de Bourdieu⁸, trouve une retraduction plus directement politique dans la tension entre des analyses en termes de structures objectives et des analyses en termes de croyances. Seule cette tension permet d'échapper, sur le terrain proprement politique, à l'alternative entre le volontarisme activiste et un déterminisme plus ou moins voué au fatalisme. Un ordre social, comme celui que l'utopie néo-libérale tend à faire advenir, s'impose à la conscience et à l'inconscient des agents sans que l'action intentionnelle des dominants ne soit nécessairement requise : la lucidité sociologique consiste à saisir tout ce qui est obtenu des dominés, par la seule force des choses, par cette "violence structurale" qui est au coeur, par exemple, de la situation de chômage avec la peur et la pression qu'elle exerce par elle-même. En sorte que les "techniques d'assujettissement rationnel", mises en oeuvre par les nouvelles formes de management, doivent une part de leur efficacité aux conditions de fonctionnement qui produisent des "habitus précarisés"⁹. L'action des dominants ne pourrait être combattue avec quelque chance d'efficacité que dans la mesure où ces conditions parviendraient au niveau explicite du discours, et seraient associées à l'expérience la plus ordinaire du travail et de l'emploi.

Le mode d'appréhension sociologique, loin de s'en tenir au seul niveau objectiviste des distributions (biens, titres,...) et des mécanismes de reproduction, prend pour objet le travail de représentation de la réalité sociale contre lequel la connaissance objective doit se conquérir. Parce que l'ordre des choses réside d'abord dans les esprits, dans les corps, l'action politique comme action consciente en vue de transformer la réalité s'inscrit, par excellence, dans l'univers "subjec-

⁸ Voir, entre autres, P. Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980.

⁹ Sur ce point, voir P. Bourdieu, Le néo-libéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites" in *Contre-feux, Propos pour résister à l'invasion néo-libérale*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1998, p. 112.

tif' des représentations et des croyances : il ne s'agit pas simplement de désigner une vision que l'on rejette, mais de rendre compte de ce qui en fait la force spécifique, son évidence indiscutée. Ainsi, l'une des questions stratégiques dans la lutte contre la doxa néolibérale est celle de la croyance : par quels mécanismes la vision de l'individu rationnel et de ses motivations exclusivement "économiques" est-elle parvenue à s'imposer aussi largement, y compris parmi ceux qui en font les frais ? Conduit, par son travail même, à exercer une contre-violence symbolique, le sociologue déconstruit par l'analyse ce que le militant défait ou perturbe par l'action. C'est ainsi que la rencontre et la coopération sont possibles, et souhaitables.

Ni la confusion des rôles, ni la division du travail ne conviennent pour caractériser de façon suffisamment pertinente les relations entre l'intellectuel et le militant. Le sociologue, pour sa part, ne saurait considérer les entreprises militantes comme des applications ou des illustrations de son discours sur le monde social : il peut y découvrir, plutôt, l'une des voies à travers lesquelles ce discours se trouve, d'une certaine façon, testé et mis à l'épreuve. Cette voie est celle que l'on pourrait nommer de l'expérimentation militante : l'analyse théorique se prolonge et s'enrichit de toutes les informations suscitées par les différentes formes d'action publique au nombre desquelles il faut inclure le discours sociologique lui-même. Qu'il le veuille ou non, le sociologue est confronté à des réactions d'approbation, d'hostilité ou de censure (c'est la différence avec le propos académique qui a pour propriété de laisser les choses et les esprits dans leur état initial) : dans une certaine mesure, ses hypothèses doivent être sensibles -positivement ou négativement- à la réception de la recherche publiée.

Lorsque Pierre Bourdieu a publié un petit livre sur la télévision¹⁰, il a, avant tout, contribué, par le livre lui-même autant que par les très vives ripostes des agents concernés, à mettre en lumière certaines des

conditions de fonctionnement du débat public. En effet, prendre pour objet les journalistes dotés du pouvoir social le plus élevé, les vedettes de télévision, tend à être perçu comme une transgression des normes du discours public. Du fait de son audience, ou du moins, des croyances qui se rapportent à ses effets présumés, la télévision est un enjeu de plus en plus central dans ce champ et, peut-être même, dans d'autres espaces. Le journaliste étant un professionnel de l'"information" au service du public, on paraît porter atteinte à son statut reconnu, sinon à son honneur, quand on s'interroge sur les hiérarchies professionnelles, les modes de pensée, les intérêts, etc., toutes choses ordinaires demandant à être interrogées par qui se consacre à l'étude d'un groupe professionnel (les médecins ne sont pas seulement ceux qui soignent ni les enseignants ceux qui enseignent). Le "coup" est d'autant plus inadmissible que ces vedettes sont traitées comme un simple sous-groupe relativement délimité et restreint en lequel se concentrent des effets diffus qui sont à l'oeuvre dans le champ de la presse dans son ensemble. Et que dire de cette injure faite à la "profession" que le discours sociologique tend à déposséder d'une prérogative capitale, le pouvoir de ne reconnaître d'autre critique que celle qui est formulée dans les formes reconnues par elle ? La fameuse "déontologie" semblerait avoir pour fonction de réduire la vigilance collective à la seule observance d'un ensemble de préceptes inoffensifs et généraux destinés à la conscience individuelle des journalistes : elle apparaît comme une façon trop facilement vertueuse de se détourner d'une véritable auto-réflexion collective. Or précisément, tout l'effort de Bourdieu a consisté à éviter les faux procès et les faux débats en montrant concrètement les médiations à travers lesquelles les contraintes externes sont retraduites dans la logique proprement journalistique, par exemple, sous la forme anodine de recettes de métier guidant le choix et le traitement des sujets. Bien entendu, l'analyse proposée, appuyée sur une multitude de travaux, se présentait non comme une oeuvre achevée mais comme une épure raisonnée d'études à entreprendre et d'hypothèses à préciser. Et pour un tel programme, le

¹⁰ P. Bourdieu, *Sur la télévision*, suivi de *L'emprise du journalisme*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1996.

concours des agents concernés aurait été, à concour sûr, le bienvenu.

Les réactions effectives étaient prévisibles, presque trop, et propices à des paris un peu faciles. Les journalistes ayant pu s'exprimer sur ce livre étaient ceux-là mêmes qui étaient conformes aux valeurs dominantes de l'orthodoxie, et n'avaient donc à craindre aucune sanction de la part de leur entreprise : ou bien ils ont nié en bloc, et avec indignation, ou bien ils ont ironisé sur la banalité d'un discours qui révélait des choses fort bien connues, au moins d'eux. Dans tous les cas, ils se sont gardés de formuler des suggestions positives en vue d'accroître la connaissance et de renforcer la lucidité. La seule leçon du livre, selon eux, concernait des ambitions démesurées de son auteur. Ainsi, ils apportaient, bien malgré eux, une confirmation des hypothèses sociologiques, en particulier sur un point, l'importance sociale des enjeux liés à la télévision. Incontestablement, celle-ci s'avère un élément central dans les circuits de communication de tous ordres, surtout lorsqu'ils sont soumis à une logique commerciale, et c'est pourquoi la passion éveillée en certains a pu atteindre une intensité que les prises de position de Bourdieu sur bien d'autres sujets n'aurait pas suscitées. Montrer l'"emprise du journalisme" heurte les intérêts de tous ceux qui, directement ou indirectement, tirent du journalisme un ensemble de profits matériels et symboliques.

Alors, à quoi bon ce livre sur la télévision ? S'il n'a pas convaincu les détenteurs de l'autorité journalistique, et pour cause, le livre a eu un succès qui laisse supposer l'existence d'un autre public au sein duquel la part de journalistes "de base" n'était sans doute pas négligeable : donner à ce public des instruments de déchiffrement, même provisoires, sur le travail journalistique et la production de l'actualité était l'une des fonctions visées. Par là-même, l'analyse proposée avait une valeur exemplaire. D'une part, elle permettait de montrer que le sociologue procure de véritables moyens de compréhension de la réalité ordinaire, familière à des professionnels comme à des profanes, en échappant à l'horizon des discours convenus qui ne man-

quent pas sur un tel domaine, souvenirs de journalistes célèbres, visions "médiologiques", études sémiologiques, prophéties technologiques, ainsi qu'aux dénonciations purement militantes qui s'en tiennent à des explications abstraites, là où il s'agit de mettre en relation un ensemble de contraintes structurales et l'expérience quotidienne des agents. D'autre part, elle livrait, en acte, les principes d'une vision sociologique irréductible aux discours dominants des hommes politiques, des politologues, des experts, et transposable, en partie, sur d'autres lieux du monde social.

Le livre *La Misère du monde* (1993), construit sur la base de nombreux entretiens, avait représenté un effort pour inventer une formule originale permettant de dépasser une série de coupures, souvent renforcées par les traditions académiques, entre la science et la politique, le concept général et le vécu singulier... Loin de marquer une inflexion du programme de travail scientifique, il répondait au souci de communiquer, aussi efficacement et rigoureusement que possible, une posture sociologique, de la montrer à l'oeuvre sur des domaines généralement investis par les discours de professionnels de toutes sortes (journalistes, économistes, psychologues...), de révéler ce que les expériences apparemment les plus personnelles doivent à l'action de mécanismes très généraux qui, eux-mêmes, n'ont rien de fatal, étant le résultat d'une histoire dont le cours pourrait s'inverser ou s'infléchir. La portée proprement politique du livre était d'attester que la sociologie peut être fidèle à ses objectifs scientifiques, tout en parlant de ce qui touche les gens dans leur vie publique autant que privée, mieux : en les laissant parler, en les faisant entendre à d'autres qui pourront avoir éprouvé un sentiment de proximité. En brisant la solitude de ceux sur qui s'exercent les effets cumulés de la souffrance sociale et de la violence symbolique, ce discours inédit indiquait un usage progressiste du savoir enfermant des possibilités de mobilisation. Cette dimension de l'ouvrage a d'ailleurs été clairement perçue par des non sociologues et, parmi eux, par des professionnels du théâtre qui ont réalisé

des transpositions dramaturgiques de certains textes d'entretiens.

La *Misère du monde* qui tente de donner la parole à ceux que l'on entend pas ou mal (seulement à travers les catégories demi-savantes concernant l'"exclusion", etc.) est une continuation très naturelle de tous les efforts, tantôt plutôt scientifiques tantôt plutôt politiques, pour porter au jour les modalités de la domination. Dans un monde social marqué par la forme spécifique de légitimité que la "noblesse d'Etat" est parvenue à imposer, les dominés sont voués à une dé- possession d'allure rationnelle qui concerne leur "intelligence" : faute de "compétence" et de vision "globale", ils sont condamnés à subir dans le malaise et l'insatisfaction les effets d'un ordre des choses pourtant conforme au jugement de ceux qui savent et décident sagement. Cette philosophie de l'histoire pour dominants rationnels (dégagée depuis une vingtaine d'années dans une étude sur les lieux communs du discours technocratique produits à l'Institut d'études politiques, à l'École nationale d'administration, dans les commissions du Plan, etc.), a proliféré dans des espaces où on ne l'aurait guère attendue, comme celui de la social-démocratie dont l'une des transformations récentes, parfois imputées à la "culture de gouvernement", a été marquée par la coupure entre l'inconscience des masses et la résistance lucide et courageuse des dirigeants envers les "tentations du populisme" : certains prophètes médiatiques, sociologues ou philosophes, ont été jusqu'à proposer une théorie de la nécessaire rupture entre la "gauche" et des prolétaires bornés (de toutes façons, condamnés à l'extinction par l'histoire).

Or l'un des enjeux du mouvement social de décembre 1995 a été précisément le sort du consensus idéologique établi autour de mesures de "rationalisation" (d'"économies") touchant la Sécurité sociale et certains régimes de retraite : outre le gouvernement d'Alain Juppé et sa majorité parlementaire,

* ' P. Bourdieu avec Luc Boltanski, "La production de l'idéologie dominante", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1976/2-3 .

plusieurs syndicalistes (notamment CFDT), journalistes, intellectuels, et autres, ont soutenu la nécessaire "réforme", en sous-estimant le mécontentement qu'elle provoquerait et les capacités de mobilisation. Et tandis que le gouvernement, assuré de l'appui d'un Président nouvellement élu et de députés nombreux, semblait disposer des moyens d'imposer les mesures annoncées, cheminots, postiers, fonctionnaires, se sont mis en grève dans un contexte qui ne semblait pas très favorable. Bien sûr, ceux-ci pouvaient compter sur le soutien traditionnel de l'extrême-gauche, mais ils risquaient d'être bien isolés face à un front pouvant arborer des noms fameux, issus, en partie de la "gauche".

Cette situation était bien propre à mobiliser des intellectuels réfractaires à la doxa politico-intellectuelle incarnée dans la "réforme". Il n'était donc pas très étonnant que Pierre Bourdieu soit, plus qu'un autre, devenu la figure majeure de la résistance intellectuelle à cette doxa. Ce qui était nouveau était moins le contenu des prises de position qu'on pouvait déduire d'innombrables textes antérieurs que la rencontre entre le capital intellectuel et scientifique qu'il incarnait et le "mouvement social". Le "contre-feu" de la sociologie critique était rendu visible dans l'espace public, procurant des armes intellectuelles à la lutte contre le néo-libéralisme. Quelques aspects remarquables du mouvement social méritent d'être évoqués. D'abord, le consensus élaboré par la "noblesse d'Etat" avec le concours des intellectuels médiatiques se trouvait mi[^] en question au nom de valeurs alternatives. Ensuite, la "base" congédiée par les appareils se rappelait à l'existence, et ce hors des conventions et des rituels politico-syndicaux, avec un mélange de désarroi et de refus. Enfin, face au "réformisme" des dominants et au culte des marchés, la préservation de la notion de service public était mieux que défendue

12 Les clivages entre intellectuels, en fonction de leur degré d'"autonomie" ont été étudiés par J. Duval, C. Gaubert, F. Lebaron, D. Marchetti, F. Pavis, *Le 'décembre' des intellectuels français*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1998. Là aussi, les réactions ont été instructives scientifiquement et politiquement.

pour des raisons défensives d'emploi ou de salaire, elle était assumée comme garante de valeurs universelles de dignité et de solidarité : il s'agissait, selon Bourdieu, d'un enjeu de "civilisation"¹³.

Une étape importante dans le travail de mobilisation collective des intellectuels a été la création du groupe "Raisons d'agir" qui, avec des moyens modestes, a favorisé toutes sortes d'initiatives publiques conformes à l'idéal d'un militantisme scientifique. Ainsi, la collection "Liber-Raisons d'agir" a proposé, pour un prix très abordable, des livres de réflexion sur des sujets d'actualité (la télévision, l'enseignement supérieur, les pétitions d'intellectuels et le mouvement social de 1995, la diffusion des idées néo-libérales, l'affaire Sokal...). Formule originale qui a tenté de dépasser l'alternative entre une science "neutre" et une littérature militante, scientifiquement vulnérable.

Est-il possible, à partir de prises de position liées à une conjoncture, de dégager quelque chose comme une "ligne" politique ? Oui et non. Non, si l'on entend par là une intervention directe dans le champ politique. Oui, si l'on désigne seulement la détermination raisonnée d'objectifs concrets sur lesquels les intellectuels peuvent apporter une contribution spécifique : sur la culture, sur les inégalités de toutes sortes, sur des questions concernant le travail de représentation du réel (médias, usages sociaux de la science...), sur les fondements sociaux de l'autorité (politique, académique,...), et même sur l'économie, ils ont des choses à dire grâce aux instruments de connaissance et d'analyse, ou tout simplement, grâce à une "volonté de traiter scientifiquement, froidement, des problèmes brûlants"¹⁴. La ligne, qui suppose la possibilité d'échapper au dilemme de l'omniscience et de l'ignorance, ne consiste peut-être en rien d'autre qu'à inciter à voir les choses différemment, en allant aussi loin

¹³ Voir son intervention lors des grèves de décembre 1995, publiée sous le titre "Contre la destruction d'une civilisation", in *Contre-feux*, op. cit., p. 30 sq.

¹⁴ P. Bourdieu, "La science et l'actualité", art. cit., p. 2.

que l'autorise l'état du savoir concernant certains points jugés stratégiques. Une contre-utopie en rupture avec l'utopie néo-libérale a le pouvoir de révéler comme tel l'état de choses existant à travers les moyens de son dépassement. Ainsi, soutenir une mesure comme la taxe Tobin, à l'instar du mouvement ATTAC, n'est pas conçu comme un dogme mais comme l'une des façons de sortir de la torpeur face à la "mondialisation", de rappeler la prééminence de l'instance étatique en tant qu'expression de la volonté collective par rapport aux puissances privées et d'inviter à la mise en place de mécanismes de résistance internationale concertée. Dans la même logique, pourrait être envisagé quelque chose comme un Etat social européen qui procurerait une dimension européenne véritablement universaliste à la collectivité de citoyen[^] dotés de droits civils, politiques et sociaux .

UNE RATIONALITÉ MILITANTE

La sociologie enferme une vision du monde social que l'on peut qualifier de réaliste : il s'agit de décrire, d'expliquer, de comprendre ce que les hommes font, non pas du tout en se réfugiant dans l'abstention de la "neutralité axiologique", mais en prenant pour précepte que les enjeux intellectuels et éthiques sont immanents au réel et ne sauraient être imposés de l'extérieur par un penseur en surplomb. La critique sociologique de la raison savante montre qu'il n'y a pas de surplomb et que le penseur le plus abstrait est hanté par des problèmes dont le principe de production tend à lui échapper : elle conduit à cultiver une certaine méfiance pour toutes les tentations déductivistes consistant à reconstruire le réel autour de quelques axiomes purs. Par exemple, les philosophes qui raisonnent sur les questions d'"équité", tout en s'efforçant d'échapper aux discours idéologiques des agents ordinaires, feraient bien de s'interroger sur ce qu'un tel type de question doit aux demandes de justification rationnelle concernant les "choix" que sont conduits à opérer sous contrainte (en parti-

¹⁵ Cf. "Pour un nouvel internationalisme", in *Contre-feux*, op. cit., p. 66.

culier, budgétaire) les champs politique et administratif. Ils pourraient méditer sur ce que les choix ne sont pas évaluables en fonction des seules tables des valeurs de la raison pure, mais plutôt d'après leurs effets sur des groupes sociaux qui ne sont pas découpables en usagers de l'Ecole, de la Sécurité sociale, de la citoyenneté, etc. Au lieu de s'intéresser à des problèmes idéaux de critères de distribution et de redistribution, ils gagneraient à s'interroger sur le fonctionnement effectif d'un mode de domination qui concerne bien d'autres aspects que les biens, les services et les opportunités. On devine qu'il ne s'agit pas, de la part du sociologue, de se résigner au silence sur des questions essentielles de fondements qu'il serait incapable de traiter : ce qui est en cause est la pertinence du questionnement lui-même et la possibilité d'une alternative conséquente à la vision scolastique de l'action, incarnée dans les théories "pures" de toutes sortes, économique, éthique, politique, etc.¹⁶..

A l'encontre de toute une tradition positiviste qui posait l'hétérogénéité de la connaissance objective et des normes, la science sociale permet de proposer une conception immanente (et non relativiste) des valeurs. Les normes ne sont pas aussi extérieures au travail intellectuel qu'on le croit dans la mesure où celui-ci implique, par sa seule existence, quelque chose comme une éthique et une politique : il faut pouvoir s'affranchir des évidences incontestées de la doxa, de tout ce qui fait la force des dominants, pour produire un effet de connaissance. Le so-

ciologue ne peut que ressentir à quel point son activité, bien différente en cela de l'image académique qui en est proposée, est socialement incongrue sinon scandaleuse : il identifie des croyances, des intérêts, des clivages, là où l'on attendait qu'il nomme le cours positif, sinon harmonieux, du moins inéluctable, des choses. Mais toutes les positions ne sont pas équivalentes : les unes sont plus favorables que d'autres à la connaissance, à l'autonomie, à l'universel, comme le montrait Kant dans son analyse du "conflit des facultés", à laquelle Bourdieu a proposé quelques prolongements. Alors que le relativisme sociologique consisterait à poser simplement que les valeurs sont socialement conditionnées et qu'un tel conditionnement est irréductible, on peut considérer que l'exigence de rationalité s'inscrit au cœur même de l'historicité comprise et assumée.

Le concept quelque peu paradoxal de *Realpolitik* de la raison dont les conséquences semblent loin d'avoir été tirées comme elles le mériteraient, implique un refus délibéré de placer le débat au sujet de la raison sur les terrains de la philosophie morale et de la philosophie politique, le refus du rationalisme scolastique avec ses présupposés intellectuels, et aussi éthiques et politiques. S'il veut être honnête et conséquent avec lui-même, l'intellectuel doit cesser d'être ingénu : au lieu de se contenter d'établir des délimitations notionnelles entre le souhaitable et le non-souhaitable ou l'intolérable, et de partir en quête de fondements sûrs, laissant tacitement l'humanité empirique se débrouiller avec un réel difficile à maîtriser, il ferait mieux de comprendre les enjeux éthiques concrets que le monde social ne cesse de susciter. L'éthique a pour premier devoir d'être en accord avec ses visées proclamées, et en la matière, cela suppose de pousser aussi loin que possible l'information positive, c'est-à-dire de renoncer à décider a priori d'un partage entre des questions nobles de principes et des questions subalter-

16 Bourdieu, associant des auteurs aussi différents que Rawls et Habermas, critique la propension à "réduire une question de politique, d'ailleurs assez irréaliste, à un problème d'éthique rationnelle", non sans avoir ironiquement exprimé le "respect" suscité dans "*l'homo scholasticus* qui sommeille en (lui)" par de telles "constructions théoriques" (*Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 95). N'est-il pas inquiétant, par ailleurs, de constater la coupure, chez les théoriciens de la philosophie politique, entre les sommets de la théorie et l'indétermination de leurs prises de position dans l'espace public ?

17 Sur cette question, voir H. Putnam, *Reason, Truth and History*, Cambridge, Cambridge University Press, trad. franç. *Raison, vérité et histoire*, Paris, Minuit, 1984, p. 145 sq.

18 Voir P. Bourdieu avec L. Wacquant, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 1992, notamment le chapitre "Pour une Realpolitik de la Raison", p. 150 sq.

nés de "faits". Par exemple, des individus s'affrontent quotidiennement sur le point de savoir si, dans tel domaine, l'autorité doit revenir au savoir certifié, au talent, à l'expérience : ce sont, en un sens, des questions ultimes, mais sous une forme méconnaissable puisqu'elles revêtent des allures peu familières aux lecteurs scolaires de Platon, de Kant ou de Hegel qui auraient bien de la peine à aller les chercher derrière des chicanes très communes sur des classifications, des avis de supérieurs hiérarchiques, des gratifications (toutes choses qu'au demeurant, savent fort bien les universitaires occupés de s'informer sur les critères d'avancement les concernant, mérite, ancienneté, etc.). Il suffit de considérer les redéfinitions actuelles de l'accomplissement ouvrier -en gros le "savoir-être" opposé à la "qualification"- pour comprendre à quel point des controverses apparemment techniques reflètent des luttes de classement qui sont l'une des formes majeures prises par les luttes de classes. Au principe de telles luttes, il n'y a pas de critères logiques ou ontologiques pour définir la réalité, mais des capitaux détenus par les agents et utilisés pour imposer la définition de la réalité la plus conforme aux caractéristiques de ces capitaux. En l'occurrence, la dévaluation des savoirs acquis et, en général, des "acquis", autorisée par l'état des rapports de force entre groupes, est souvent un instrument pour défaire les protections arrachées par les dominés dans l'histoire. Toutefois, dans un autre contexte, la mise en cause des "compétences" pourrait bien apparaître "progressiste". Selon les cas, les titres formels ou, au contraire, l'expérience peuvent être plus ou moins propices à l'émancipation collective.

Autrement dit, cette politique réaliste de la raison est une façon de prendre acte de ce que la raison se joue sur plusieurs arènes spécifiques, et rarement dans la forme grandiose d'une lutte décisive entre des personnages héroïques : en situation, il faut savoir compter avec des questions de degrés, avec des doses variables d'ambiguïté, avec des classements paradoxaux, des retournements inopinés, etc. Et si, néanmoins, une ligne paraît se dessiner, c'est sans doute parce que la sociologie procure des armes : elle permet

de déterminer les lois immanentes des différents champs, les formes d'accumulation de capital et les modalités de domination, et par là, elle contribue à une meilleure connaissance des intérêts de l'universel.

Dans les champs les plus autonomes, le critère majeur de rationalité est précisément fourni par l'exigence d'autonomie : est rationnel ce qui découle davantage des forces immanentes du champ que des pouvoirs externes, et c'est cela qui mérite d'être préservé et développé. Si la lutte contre le néolibéralisme est aussi centrale pour une politique de la raison, c'est non seulement parce qu'il heurte un ensemble de conceptions éthiques et anthropologiques, c'est aussi parce que le marché menace d'aplatissement le fonctionnement de ces espaces autonomes en tant qu'ils enferment des ressources de rationalité et donc d'émancipation. Dire cela, avec quelques bonnes raisons, n'est pas spécialement se réclamer d'une idéologie "archaïque" d'extrême gauche : c'est repérer, entre des univers distincts, des analogies, des parallélismes capables d'inspirer à la fois des hypothèses et des lignes d'action.

Alors que tant d'exemples en ont été donnés dans le passé, devrait-on avoir à dire combien le rôle de l'intellectuel à la fois suppose et favorise la subversion symbolique ? Ce rôle qui demanderait, sans doute, aujourd'hui à être rectifié au nom d'une vision moins naïve et plus instruite, favorisée par le développement des sciences sociales, ne se confond pas avec une obsession de contestation radicale et générale, mais consiste à montrer la part d'arbitraire historique, de nécessité contingente, qui rend possible l'ordre social et les formes d'autorité contribuant à le perpétuer et à le justifier. Tel est l'apport, peut-être le plus spécifique, des intellectuels : il apparaît, par contraste, que les militants souvent dépourvus du capital scolaire procurant l'assurance nécessaire, engagés dans l'urgence des luttes, sont contraints sinon enclins, faisant de nécessité vertu, à se réfugier dans une combinaison de doctrine d'emprunt et de bon sens populaire, qui les prépare mal à affronter les armes légitimes des détenteurs légitimes des savoirs politico-économiques. Pour résister aux évidences de

la doxa, et au fatalisme savant dont elle se pare, il n'est pas de trop de pouvoir compter sur une critique sociologique, informée et raisonnée, des fondements sociaux de l'autorité que l'on entend combattre. Lutte qui se mène simultanément sur deux "fronts" : sur le front du pouvoir temporel, où l'on a affaire à la population des experts et des économistes de pouvoir ; sur le front du pouvoir spirituel, où l'on a affaire à des essayistes qui s'emploient à élaborer et diffuser la "philosophie" d'un monde désormais voué au couple de la "démocratie" et du marché, monde où la voix de l'"individu" se fait enfin reconnaître.

Le militantisme scientifique est absolument indissociable de la réflexivité intellectuelle : il ne s'agit pas (en vertu d'un "impérialisme sociologique") d'imposer à ses contemporains des choix arbitraires et contingents, ceux d'un individu ou d'un groupe, mais de communiquer ce que, par profession autant que par vocation, l'intellectuel militant est le seul à pouvoir faire. Il s'agit de prendre au sérieux l'intellectuel plus qu'il ne le fait lui-même d'ordinaire, le prendre au mot. Ou encore : lui permettre d'assumer réellement les conséquences collectives et publiques de l'universalité revendiquée par la science.